



Société Française de  
Finances Publiques

Mars 2020  
n° 23  
Troisième année

## *Billet bibliographique*



### « Dans nos bibliothèques au mois de février 2020 »

*Ce **Billet bibliographique mensuel** est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **février 2020**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

*Ce Billet bibliographique gratuit est exclusivement réservé aux membres de la S.F.F.P., pour les informer de l'actualité doctrinale. Pour bénéficier de cette publication, il suffit d'adhérer à la S.F.F.P., en renvoyant le bulletin d'adhésion joint à cet envoi ou directement en ligne.*

## Ouvrages

- BIASUTTI Jean-Pierre et BRAQUET Laurent, *Comprendre la dette publique*, Bréal, coll. Thèmes et débats, 3<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 90 p.

*Depuis la crise financière de 2007, suivie de la crise des dettes publiques dans la zone euro à partir de 2009, la question de l'endettement des acteurs économiques suscite des inquiétudes sur la stabilité de nos économies et nourrit de vives controverses sur la conduite de la politique économique.*

*Alors que l'endettement mondial atteint des niveaux très élevés, l'ambition de cet ouvrage consiste à décrire les mécanismes et les enjeux de la dette publique pour nos économies contemporaines. Il répond aux questions suivantes :*

*Qu'est-ce que la dette publique ? L'endettement public est-il un phénomène nouveau ?*

*L'a dette publique est-elle sous l'emprise des marchés financiers ? La dette publique est-elle soutenable ?*

*L'endettement public : cause ou conséquence des déséquilibres macroéconomiques ? Comment réduire le poids de l'endettement public ? [présentation de l'éditeur]*

- BARRY Mamoudou, *Politiques fiscales et douanières en matière d'investissements étrangers en Afrique : Le cas du secteur des ressources naturelles extractives*, LGDJ, coll. Biblio. Finances publiques et fiscalité, tome 70, préface C. Brière, (février) 2020, 546 p.

*Dès le début des années 1980, les États francophones d'Afrique, producteurs de matières premières, ont largement ouvert leur secteur extractif aux investissements étrangers. Cette ouverture a adopté plusieurs stratégies parmi lesquelles la fiscalité et les douanes ont occupé une place de choix. L'ouvrage porte principalement sur ces dernières.*

*En effet, l'enjeu de ces États a toujours été la conciliation de l'attractivité du secteur et sa rentabilité. Dans un premier temps, la réflexion de l'auteur a été centrée sur les stratégies de mise en place des dispositifs fiscaux et douaniers de faveur et, dans un deuxième temps, sur la bonne gouvernance de ces dispositifs.*

*Il ressort de l'ouvrage que si les stratégies fiscales et douanières ont réussi à attirer des investissements étrangers, la question de leur rentabilité est encore mitigée, ce pour de nombreuses raisons qui sont analysées. C'est à ce niveau que des propositions d'amélioration sont faites par l'auteur. Il apparaît également que les conditions de la bonne gouvernance des dispositifs fiscaux et douaniers mis en place ne sont pas suffisamment réunies par les États francophones d'Afrique, d'où la nécessité de réunir ces dernières tout en améliorant les techniques de prévention et de résolution des litiges. [présentation de l'éditeur]*

- BROLLES Roland, STRAUB Bernadette et MARECHAL Thierry, *Budget des communes et des EPCI*, Berger-Levrault, coll. Les indispensables, 30<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 1360 p.

- CHOUVEL Francois, *Finances publiques*, Gualino, coll. Mémentos, 23<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 246 p.

*Une synthèse claire, structurée et accessible des finances de l'Etat applicables en 2020 (intègre la loi de finances pour 2020).*

*Expression privilégiée de la politique d'un gouvernement, le budget de l'Etat, qui représente en France près de 15 % du PIB, constitue un élément déterminant de l'activité économique du pays et de la politique de redistribution des revenus notamment.*

*Dans ses différentes phases, de la conception au contrôle, le budget fait intervenir de multiples acteurs, qu'ils soient politiques (gouvernement, Parlement), administratifs (fonctionnaires spécialisés) ou juridictionnels (juridictions chargées des contrôles de constitutionnalité du budget et de la régularité de l'exécution budgétaire).*

*Cet ouvrage est une synthèse claire, structurée et accessible des finances de l'Etat en 2020. [présentation de l'éditeur]*

- GIFFONI Mauro, *Les entreprises et les procédures douanières. Analyse du Code des douanes de l'Union*, Anthemis, coll. ESSF, 3<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 230 p.

*Depuis leur entrée en application en 2016, le Code des douanes de l'Union ainsi que son règlement délégué et exécutif ont été modifiés déjà au moins huit fois. En outre, les services de la Commission européenne ont publié plus ou moins vingt-six lignes directrices, sans compter les notes explicatives qui ont été publiées également par les différents États membres. Ces documents concernent différents aspects de la législation douanière, comme la définition d'exportateur, le rôle du représentant en douane, la dette douanière ainsi que la garantie ou la détermination de la valeur en douane.*

*Dans cet ouvrage, après une partie générale sur la politique douanière, nous aborderons les éléments de base que sont le tarif douanier, l'origine et la valeur. Indispensables à l'application des droits de douane et des autres mesures liées au commerce international, leur juste détermination peut permettre une réduction considérable des coûts liés à une importation.*

La législation douanière de l'Union offre également d'autres possibilités permettant de réduire ces coûts, et une bonne planification douanière devrait donc être au centre de toute entreprise. Ces leviers d'action feront l'objet d'un exposé détaillé :

- Les régimes douaniers comprennent l'importation, l'exportation et les régimes particuliers, qui, s'ils sont bien appliqués, peuvent permettre une réduction notable des coûts.

- L'entrepôt douanier permet de stocker les marchandises en exemption des droits de douane. Mais est-il toujours nécessaire d'utiliser le régime de l'entrepôt douanier ? N'est-il pas plus intéressant d'utiliser le dépôt temporaire

- La transformation permet d'importer ou d'exporter temporairement, en exemption partielle ou totale des droits de douanes, des marchandises qui doivent subir une transformation.

- L'admission temporaire permet d'importer temporairement, en exemption totale ou partielle des droits de douane, des marchandises destinées à être réexportées, pour un usage déterminé (par exemple l'exposition), sans leur faire subir des modifications.

- La destination particulière est applicable à des marchandises bénéficiant d'une préférence tarifaire (réduction ou suspension de droits de douane), sous réserve qu'elles soient affectées à une destination donnée qui implique généralement un processus de montage, d'ouvroison ou de transformation.

- Enfin, le transit permet une suspension temporaire des droits, taxes et mesures de politique commerciale applicables à l'importation, pour le transport des marchandises entre deux points du territoire douanier, via un autre territoire douanier, ou entre deux ou plusieurs territoires douaniers. [présentation de l'éditeur]

● GRANDGUILLOT Francie et Béatrice, *L'essentiel du droit fiscal*, Gualino, coll. Les carrés, 21<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 176 p.

● GOLIARD François, *Droit fiscal des entreprises*, Gualino, coll. En poche, 2<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 48 p.

● GOLIARD François, *Droit fiscal général*, Gualino, coll. En poche, 4<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 48 p.

● LAMBERT Marie, *TVA*, Gualino, coll. En poche, (février) 2020, 48 p.

● MADIÈS Thierry, *La concurrence fiscale internationale*, La découverte, coll ; Repères, (février) 2020, 128 p.

*La globalisation internationale renforce-t-elle la concurrence fiscale ? Les investissements directs étrangers sont-ils sensibles aux écarts internationaux de pression fiscale ? En quoi la digitalisation des économies modifie-t-elle les comportements d'optimisation fiscale des grandes entreprises multinationales ? Quel rôle jouent les paradis fiscaux dans un monde globalisé ? Où en est-on dans la lutte contre la concurrence fiscale dommageable ? Cet ouvrage analyse d'un point de vue théorique et empirique la concurrence fiscale à laquelle se livrent les pays pour attirer des activités économiques sur leur territoire, ainsi que les stratégies d'optimisation fiscale des entreprises multinationales pour réduire leur facture fiscale. Il aborde en outre les effets de la fiscalité sur les ménages car la concurrence fiscale inter-nationale concerne aussi les particuliers les plus fortunés et les plus qualifiés. Elle a de surcroît des effets sur les inégalités au sein des pays industrialisés et porte préjudice aux pays en voie de développement les plus vulnérables.* [présentation de l'éditeur]

● MALHERBE Philippe, *Introduction to International Income Taxation*, Bruylant, (février) 2020, 210 p.

*Income taxation is the fuel and vector of the economic policy of many states. This concise book, destined to students, practitioners and policy makers, explains the issues of taxation of transnational income in a world of sovereign states: how to prevent unjust and inefficient double taxation of the same income, by allocating the tax base between source and residence state and properly allowing in the latter for the tax levied in the former? How to prevent abuse by taxpayers or states, furthering tax evasion or avoidance and causing other but equally significant injustices and inefficiencies? Solutions developed over a century of practice are analyzed. That field of the legal art & science is still young and the paradigm for ideal taxation in the global village of the XXIst century is yet to be invented. An appendix includes the juxtalinéar texts of the OECD and UN Model Conventions.* [présentation de l'éditeur]

● MONNIER Jean-Marie, *Parlons impôts en 30 questions*, La documentation Française, coll. Doc' en poche, (janvier) 2020, 96 p.

● MONNIER Jean-Marie, *Parlons dette en 30 questions*, La documentation Française, coll. Doc' en poche, (janvier) 2020, 100 p.

- RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, (février) 2020, 192 p.

*Depuis 1982, les chambres régionales des comptes exercent des compétences juridictionnelles et non juridictionnelles au service de la gestion publique locale. Jardin à la française aux contours harmonieux, le périmètre des missions de ces juridictions financières est en voie d'extension au regard des récentes interventions du législateur. Ces mutations en cours et à venir ont inspiré un colloque intitulé "Gestion locale & Chambres régionales des comptes". Universitaires, magistrats des juridictions financières, cadres de collectivités territoriales ont été réunis afin de s'interroger sur les missions des juridictions financières locales et d'analyser les conséquences des récentes évolutions législatives pour la gestion budgétaire et comptable des collectivités territoriales. Actes du colloque organisé le 16 avril 2019 à la Faculté de droit et d'économie de l'Université de La Réunion [présentation de l'éditeur]*

Les contributions à cet ouvrage sont à retrouver dans la rubrique Articles (●)

- SINNASSAMY Christophe, *Finances publiques*, Bréal, coll. Lexifac droit, 10<sup>ème</sup> éd., (février) 2020, 238 p.

*La dixième édition de cet ouvrage présente sous la forme de fiches synthétiques les règles essentielles des finances publiques nationales (Etat, collectivités territoriales, Sécurité sociale) et européennes. Ce livre résume les grandes lignes du budget à partir du projet de loi de finances (PLF) de l'année 2020 et expose les principales orientations de la politique budgétaire de l'Etat.*

*En matière de finances locales, il propose plusieurs indicateurs permettant d'apprécier la situation financière des collectivités territoriales. Il analyse en parallèle les risques de leur endettement par le recours aux emprunts structurés.*

*Les finances sociales sont étudiées en relation avec le projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS) de l'exercice 2020. Une attention particulière est portée sur les recettes et les dépenses des différentes branches du régime général ainsi que sur l'évolution de la dette sociale.*

*Quant aux finances européennes, l'ouvrage détaille les conséquences politiques et financières du Brexit et précise les principes de gestion financière de l'Union économique et monétaire (UEM).*

*Ce livre, qui a été conçu suivant une approche pluridisciplinaire, est principalement destiné à des étudiants de premier et de deuxième cycles d'études juridiques et économiques. Il permettra aussi une découverte rapide de la matière aux non-spécialistes ainsi qu'aux candidats aux concours administratifs. [présentation de l'éditeur]*

## Articles

### A signaler

- Actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques », sous la direction scientifique de Matthieu Caron, Elsa Forey et Xavier Vandendriessche, Lille, 20 septembre 2019, *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1
- Dossier « Loi de finances : bloc communal, départements, régions, que vous réserve 2020 ? », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1
- Actes des XXIXe Rencontres Notariat-Université sur le thème « L'abus de droit et la pratique notariale » tenues à Paris le 14 octobre 2019, *Répertoire Notarial Deffrénois*, 2020, n° 8
- Articles publiés in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, (février) 2020,

- ACARD Claire, « Fiscalité financière » (chron.), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 130

- ALFONSI Gilles, « Enjeux et pratiques de pilotage de l'action publique locale », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 38

● AMADI Mourad et LE TOULLEC Gérard, « Le contrôle de gestion : entre contraintes et opportunités de conduite du changement », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 27

● AMAR Jacques, « Cessation de paiements : l'entreprise à la merci des décalages de trésorerie liés à la réglementation de la TVA ? », *Revue des procédures collectives civiles et commerciales*, 2020, n° 1, p. 14

● ANANTHARAMAN Bruno, « La certification des comptes des collectivités territoriales : enjeux et problématiques », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 117

● BAHUGNE Louis, « Le compte financier unique : la tentation d'une réponse unique à des problématiques multiples », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 139

● BARANGER Marie-Christine, « Le compte financier unique, opportunité ou contrainte au regard des évolutions actuelles dans les collectivités territoriales », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 153

● BARVIAUX François, « Exonérations de la directive TVA non applicables pour les plateformes de forage en mer autoélevatrices : ceci n'est pas un bateau » (note sous CJUE, 20 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 166

► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?jsessionid=21A614D12AAEFDBBF31BB0B99D10DC71?text=&docid=215244&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=8298393>

● BARVIAUX François, « Neutralité fiscale et inapplicabilité du taux réduit de TVA à la location d'emplacements d'amarrage pour bateaux » (note sous CJUE, 19 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 166

► Lien vers l'arrêt :

<http://curia.europa.eu/juris/document/document.jsf?text=&docid=221799&pageIndex=0&doclang=FR&mode=lst&dir=&occ=first&part=1&cid=8298488>

● BATTISTINI Patrice, « Tour d'horizon des nouvelles règles fiscales immobilières », *LPA*, 2020, n° 26 (19 février 2020), p. 7

● BAUDU Aurélien, « Regards sur la réserve ministérielle : la disparition d'une manne financière publique confidentielle des cabinets ministériels », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 45 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)

● BAUDU Aurélien, « Retraites des parlementaires : ne sacrifions pas la vertu budgétaire au nom de l'universalité », *Le Cercle les Echos* (mis en ligne le 28 février 2020) : [www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-retraites-des-parlementaires-ne-sacrifions-pas-la-vertu-budgetaire-au-nom-de-luniversalite-1180574](http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-retraites-des-parlementaires-ne-sacrifions-pas-la-vertu-budgetaire-au-nom-de-luniversalite-1180574)

- BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères d'actualité sur la gestion et les finances publiques, novembre 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 101
  - BAUDU Aurélien, BIN Fabrice, CALMETTE Jean-François, HOUSER Matthieu, LE CLAINCHE Michel et TERRASSE Yves, « Repères d'actualité sur la gestion et les finances publiques, décembre 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 122
  - BESSON Sandrine et BOSSE-PLATIÈRE Hubert, « Histoire d'un texte : l'article 730 bis du CGI ou les tribulations d'un droit fixe », *Revue de droit rural*, 2020, n° 480, p. 45
  - BIN Fabrice, Erreur n° 37 : « Chaque contribuable doit adresser sa déclaration d'impôt au fisc », in A.-L. CHAUMETTE et R. MAUREL (dir.), *Les contre-Annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », (février) 2020, p. 239
  - BIN Fabrice, Erreur n° 38 : « La loi organique relative aux lois de finances est une loi de finances », in A.-L. CHAUMETTE et R. MAUREL (dir.), *Les contre-Annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », (février) 2020, p. 245
  - BIN Fabrice, Erreur n° 39 : « La TVA est une taxe et la redevance télévision est une redevance pour service rendu », in A.-L. CHAUMETTE et R. MAUREL (dir.), *Les contre-Annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », (février) 2020, p. 251
  - BOISMAIN Corinne, « Une interprétation de l'abus de droit favorisant la lutte contre la fraude fiscale », (note sous Cass. com., 4 décembre 2019), *JCP, éd. E*, 2020 (27 février 2020), n° 1090
  - BOKDAM-TOGNETTI Emilie, « Refus de renvoi d'une QPC critiquant l'absence de règles de prescription opposables à l'Administration lorsqu'elle instruit une demande de remboursement d'une créance de crédit d'impôt recherche » (concl. sur CE, 6 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 162
- ▶ Lien vers l'arrêt :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039335910&fastReqId=2132025867&fastPos=1>
- BONNET Gilles, « L'abus de droit au lendemain de la loi de finances pour 2019, *Répertoire Notarial Defrénois*, 2020, n° 8, p. 20 (actes des XXIXe Rencontres Notariat-Université sur le thème « L'abus de droit et la pratique notariale »)
  - BOURREL Romain, « La création d'agences comptables au niveau local : contexte, enjeux et mise en oeuvre », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir.), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 125
  - CABANNES Xavier, « Cabinets ministériels et finances publiques : quelques brefs rappels historiques et lieux communs en guise d'ouverture », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 8 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)
  - CARON Matthieu, « Le budget de fonctionnement des cabinets ministériels : une zone d'opacité persistante du droit gouvernemental », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 21 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)
  - CAVALIER Georges, « L'arbitrage (fiscal) du point de vue du droit privé », revue *Fiscalité internationale*, février 2020, p. 173

● CHAPARD Christian, « Bilan intermédiaire de l'expérimentation de la certification des comptes des collectivités territoriales », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 95

● CHESNEAU Laurent, « La transformation d'un distributeur exclusif en agent commercial peut emporter un transfert de clientèle », (note sous CE, 4 octobre 2019), JCP, éd. E, 2020 (6 février 2020, n° 6), n° 1057

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039210251&fastReqId=1436078870&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Plus-values en report d'imposition et abattement pour durée de détention : renvoi d'une QPC » (CE, 19 décembre 2012), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 138

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039648639&fastReqId=2024917761&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Calcul des plus-values afférentes à des titres acquis à la suite d'un coup d'accordéon : annulation de l'instruction administrative excluant la prise en compte des pertes subies lors de la réduction de capital » (concl. sur CE, 22 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 150

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039417424&fastReqId=2010743311&fastPos=1>

● CIAVALDINI Karin, « Irrecevabilité du recours pour excès de pouvoir contre les commentaires administratifs traitant du délai dont dispose l'Administration pour répondre aux observations du contribuable » (concl. sur CE, 22 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 169

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039417430&fastReqId=1833698305&fastPos=1>

● CLAEYS Franck, « Les principales dispositions de la loi de finances intéressant les collectivités du bloc communal », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 9 (Dossier « Loi de finances : bloc communal, départements, régions, que vous réserve 2020 ? »)

● COLLIN Patrick et LAMORT DE GAIL Marc, « Coopération entre créateur et distributeur de logiciel : application des régimes de faveur et appréciation du risque d'abus », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 135

● COMBRET Jacques, « Aides publiques et récupération sur succession : un périmètre légal réduit », *Répertoire du Notariat Defrénois*, 2020, n° 6, p. 22

● COURJON Odile, « L'imbroglio de la TVA facturée à tort et de la TVA qui aurait dû être auto-liquidée par l'acquéreur » (note sous CE, 15 novembre 2019 avec les concl. M.-A. NICOLAZO DE BARMON), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 153

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039400740&fastReqId=1486396064&fastPos=1>

● COURONNE Vincent, Erreur n° 35 : « L'Histoire montre que le droit budgétaire et le droit fiscal peuvent être compris comme synonymes », in A.-L. CHAUMETTE et R. MAUREL (dir.), *Les contre-Annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », (février) 2020, p. 227

● CRUVELIER Emmanuel, « Frais d'état daté et plus-values Immobilières des particuliers », *Loyers et copropriété*, 2020, n° 2, p. 2

● DELEU Carine, « Oeuvre d'art et TVA : quand le cliché de mariage devient oeuvre d'art » (note sous CE, 2 décembre avec les concl. M.-G. MERLOZ), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 152

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039442332&fastReqId=25480986&fastPos=1>

● DAMAERY Stéphanie, « Le contentieux des procédures de contrôle budgétaire : entre accords et désaccords », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 61

● DAMAERY Stéphanie, « Le manquement du comptable public à ses obligations de contrôle cause-t-il systématiquement un préjudice financier à l'organisme concerné ? » (note sous CE, 6 décembre 2019, ONIAM, et *Ministre de l'Action et des comptes publics* ; avec les concl. L. DUTHEILLET DE LAMOTHE), *BJCL*, 2019, n° 12, p. 868 [pour les arrêts voir à ● MALVERTI Clément et BEAUFILS Cyrille]

● DOUAT Etienne, « L'utilité de l'examen de gestion des chambres régionales des comptes », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 11

● DOUET Frédéric, « Conséquences de l'attribution du logement familial au titre des mesures provisoires », *Droit de la famille*, 2020, n° 2, p. 35

● DOUET Frédéric et BONTE François, « Abus de droit pour motif principalement fiscal et stratégies patrimoniales : illustrations pratiques », *Répertoire du Notariat Defrénois*, 2020, n° 8, p. 25 (actes des XXIXe Rencontres Notariat-Université sur le thème « L'abus de droit et la pratique notariale »)

● DOSIÈRE René, « La lente conquête des informations financières sur les cabinets ministériels », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 18 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)

● DOSIÈRE René et CARON Matthieu, « De la « transparence tranquille » à la « transparence constructive » » (entretien), *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 96

● DUSSART Vincent, « Existe-t-il une autonomie financière du ministre pour administrer son cabinet ? », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 40 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)

● DUTHEILLET DE LAMOTHE Louis, « Les contours des contrôles comptables en matière de versement de primes » (concl. sur CE 13 novembre 2019), *AJDA*, 2020, p. 360

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039374300&fastReqId=1563411320&fastPos=2>



- EISINGER Thomas et GOURBIER Léonard, « Le « fardeau administratif » : fatalité de l'action publique ou arbitrage politique et budgétaire qui ne dit pas son nom ? », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 5
- EYMERI-DOUZANS Jean-Michel, « Cabinets de l'Exécutif et finances publiques : un regard de politiste », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 85 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)
- FERRARI Sébastien, « Le taux majoré de la taxe d'aménagement, une fois fixé par délibération, est-il reductible, de plein droit, chaque année ? » (note sous CE, 24 avril 2019, *Ministre du logement et de la cohésion des territoires c/ M. Boy*), *BJDU*, 2020, n° 1, p. 38
- FOREY Elsa, « Les spécificités financières du cabinet du Président de la République », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 30 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)
- GANGNANT John, « Les limites du contrôle budgétaire et les perspectives », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 75
- GAULLIER-CAMUS Florent, « Le compte financier unique et l'agence comptable, ou les gouttes d'eau versées dans le vase de la responsabilité financière », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 159
- GICQUEL Jean-Eric, « Le cabinet du président d'une assemblée parlementaire », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 36 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)
- GIRARDI Jean-Luc et ROCCA Pierre, « Les chambres régionales et territoriales des comptes 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 135
- HABIBOU Nathalie et VIVALDI Audrey, « Les « Quick fixes »-Des mesures TVA harmonisées au sein de l'UE, une mise en oeuvre à clarifier », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 149
- HAMELIN Jean-François, LUBIN Jean-Jacques et COLLARD Fabrice, « Droit et fiscalité des organismes à but non lucratif - OSBL », *Droit des sociétés*, 2020, n° 2, p. 5
- HOARAU Rosita, « Le compte financier unique : outil de la reconfiguration de la responsabilité des élus locaux ? », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 173
- HOVASSE Henri, « L'IFI à l'épreuve des sociétés patrimoniales », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 132
- KARPENSCHIF Michaël, « Les aides purement locales sont-elles des aides d'Etat ? », *JCP, éd. A*, 2020 (3 février 2020, n° 5), n° 2034
- KLOPFER Michel, « Une loi de finances 2020 marquée pour les collectivités locales par la disparition définitive de la taxe d'habitation sur les résidences principales (L. n° 2019-1479, 28 déc. 2019) », *JCP, éd. A*, 2020 (17 février 2020, n° 7), n° 2044
- LARRIBAU Denis et LARUE Marc, « La Cour de discipline budgétaire et financière », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 29

- LE CLAINCHE Michel, « Des finances publiques vertes ? », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 1
- LE CLAINCHE Michel, « Le rôle de l'ombre des conseillers budgétaires des cabinets ministériels », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 70 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)
- LE CLAINCHE Michel, « Repères sur la gestion et les finances publiques, l'année 2019 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 122
- LEGRAND Isabelle, « Les communications administratives juridictionnelles résultant des examens de gestion des CRTC », in RAKOTONDRAHASO Faneva Tsiadino (dir), *Gestion locale et Chambres régionales des comptes*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, diffusion LGDJ, 2020, p. 37
- LEROY Michel, « Une société peut-elle être partie à une donation indirecte ? », *Revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 2, p. 15
- LUBIN Jean-Jacques, « 2020, année fiscale de tous les dangers », *Revue fiscale du patrimoine*, 2020, n° 2, p. 1
- MALVERTI Clément et BEAUFILS Cyrille, « Chronique de jurisprudence du Conseil d'Etat », *AJDA*, 2020, p. 289, spéc. obs. sous CE, 6 décembre 2019, *M. Bailloux (ONIAM) et Ministre de l'action et des comptes publics (DRFiP de Bretagne)* : « L'enrichissement en cause : le préjudice financier en dépense devant le juge des comptes »

► Lien vers les arrêts :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039456987&fastReqId=795782413&fastPos=1>

et

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039457001&fastReqId=350588639&fastPos=1>

- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Mécanisme du « quotient » : ne sont déductibles du revenu différé au titre de l'année de sa perception que les frais réels exposés en vue de son acquisition pendant la même année » (concl. sur CE, 14 octobre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 136
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Plafonnement de la taxe professionnelle : précision sur les remises conventionnelles versées par les laboratoires pharmaceutiques » (concl. sur CE, 14 octobre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 144
- MERLOZ Marie-Gabrielle, « Evaluation de la valeur locative des locaux des associations de gestion et de comptabilité selon la méthode comparative de l'article 1496 du CGI » (concl. sur CE, 2 décembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 154

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039442419&fastReqId=111470295&fastPos=1>

● MERLOZ Marie-Gabrielle, « Recours à l'interlocuteur départemental : la garantie se limite aux chefs de rectification expressément visés dans la demande d'entretien » (concl. sur CE, 24 avril 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 168

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038411749&fastReqId=1962918627&fastPos=1>

● MICARD Frédéric, « La loi de finances pour 2020 met fin à l'autonomie fiscale des départements », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 16 (Dossier « Loi de finances : bloc communal, départements, régions, que vous réserve 2020 ? »)

● MONTABONE Marion et DORD Thomas, « Règlement d'une dette née d'un marché public : recourir à la dation en paiement ? », *Contrats et Marchés publics*, 2020, n° 2, p. 43

● MORAINÉ Arnaud et MEDJEBAR Lydia, « TVA - Exonération des actes de médecine à but thérapeutique : « Je tairai les secrets qui me seront confiés » », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 159

● MOUTON Stéphane, « Plaidoyer pour un statut plus transparent des cabinets ministériels ? », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 79 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Exonération des plus-values immobilières en cas de prix de cession inférieur à 15 000 euros : prise en compte du prix de chaque transaction indépendamment du nombre de lots vendus » (concl. sur CE, 15 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 137

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039400757&fastReqId=376796861&fastPos=1>

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Assuré résidant en France titulaire de pensions française et étrangère : possibilité sous condition d'inclure la pension étrangère dans l'assiette de la CSG et de la CRDS » (concl. sur CE, 24 juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 139

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038815781&fastReqId=2023555051&fastPos=1>

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Pluralité des bénéficiaires d'un permis de construire valant division : chaque bénéficiaire est redevable de l'intégralité de la taxe d'aménagement » (concl. sur CE, 19 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 145

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038657056&fastReqId=861072556&fastPos=1>

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Flagrance fiscale : refus de renvoi d'une QPC invoquant le non-respect du droit de propriété par les articles L. 16-0 BA et L. 252 B du LPF » (concl. sur CE, 15 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 147

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000041569397&fastReqId=847619161&fastPos=1>

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Déclaration de créance au passif d'une procédure de liquidation judiciaire : effet interruptif de prescription de l'action en recouvrement même lorsque le jugement d'ouverture de la procédure de liquidation est déclaré non avvenu » (concl. sur CE, 19 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 148

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038657043&fastReqId=1960084245&fastPos=1>

● NICOLAZO DE BARMON Marie-Astrid, « Exonération des plus-values sur cessions de fonds de commerce (CGI, art. 151 septies) : appréciation de la durée de cinq ans d'exercice en cas d'exploitant de fait mineur » (concl. sur CE, 24 juillet 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 160

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038815777&fastReqId=506936673&fastPos=1>

● PANDO Annabelle, « Quels sont les contours du nouvel abus de droit fiscal ? », *LPA*, 2020, n° 31 (12 février 200), p. 3

● PANDO Annabelle, « QPC sur la loi fiscale néocalédonienne », *LPA*, 2020, n° 25 (4 février 2020), p. 3

● PÉRELSTEIN Alain, « Faut-il en finir avec la distinction fonctionnement/investissement ? », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 34

● PICHET Eric, « L'acte II du quinquennat maintient la doctrine fiscale initiale mais abandonne les ambitions budgétaires », *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 134

● PERROTIN Frédérique, « Garanties des contribuables : les conditions d'exercice du recours hiérarchique », *LPA*, 2020, n° 33 (14 février 2020), p. 3

● PIERRE Jean-Luc, « Retenue à la source sur des paiements à une société étrangère », *Droit des sociétés*, 2020, n° 2, p. 35

● PIERRE Philippe, « Abus de droit fiscal et responsabilité civile du notaire », *Répertoire du Notariat Deffrénois*, 2020, n° 8, p. 31 (actes des XXIXe Rencontres Notariat-Université sur le thème « L'abus de droit et la pratique notariale »)

● PISSALOUX Jean-Luc et BUISSON Jacques, « Chronique de jurisprudence constitutionnelle financière et fiscale, novembre 2019-janvier 2020 », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 143

● PONS Thierry, « L'acte anormal de gestion et l'intention libérale » (note sous CE, 4 juin 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 142 (avec les concl. de R. VICTOR) et *JCP, éd. E*, 2020 (13 février 2020, n° 7-8), n° 1073

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000038551976&fastReqId=941905751&fastPos=1>

● PORTAL Eric, « Quelle méthode pour les réformes financières expérimentales locales ? Agence comptable versus agence fiscale », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 1

● ROUGÉ GUICHARD Sandra, « La validation constitutionnelle de la fin de l'assujettissement des locaux meublés affectés à l'habitation principale à la taxe d'habitation (Cons. const., 27 déc. 2019) », *JCP, éd. A*, 2020 (17 février 2020, n° 7), n° 2043

► Lien vers la décision :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000039795181&fastReqId=693091035&fastPos=1>

● SAGAUT Jean-François, « L'abus de droit et la pratique notariale », *Répertoire du Notariat Deffrénois*, 2020, n° 8, p. 19 (actes des XXIX<sup>e</sup> Rencontres Notariat-Université sur le thème « L'abus de droit et la pratique notariale »)

● SALOMON Renaud, « Droit pénal fiscal » (chron.), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 131

● SIMON Claire, « Loi de finances pour 2020 : les régions à nouveau mises à contribution », *Revue du gestionnaire public*, 2020, n° 1, p. 23 (Dossier « Loi de finances : bloc communal, départements, régions, que vous réserve 2020 ? »)

● SPONCHIADO Lucie, « La nomination des collaborateurs ministériels à l'entrée et à la sortie du cabinet : des processus transparents ? », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 57 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)

● SUDRES Nelly, « Vente au rabais entre établissements publics placés sous le contrôle des mêmes collectivités publiques », *Dr. adm.*, 2020, n° 2, p. 41

● TELLIER Thibault, « Quelques repères historiques sur l'histoire du financement des cabinets ministériels », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 12

● TESTARD Christophe, Erreur n° 36: « La parafiscalité ne relève pas, comme son nom l'indique, du droit fiscal », in A.-L. CHAUMETTE et R. MAUREL (dir.), *Les contre-annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », (février) 2020, p. 233

● VABRES Régis, « Responsabilité fiscale du dirigeant », *Revue des sociétés*, 2020, n° 2, p. 116

● VANDENDRIESSCHE Xavier, « Colloque cabinets ministériels et finances publiques, synthèse », *Gestion & Finances publiques*, 2020, n° 1, p. 93 (actes du colloque « Cabinets ministériels et finances publiques »)

● VERGNET Nicolas, « Discriminations par ricochet : les moyens justifient la fin, À propos de Cons. const., 15 nov. 2019, n° 2019-813 QPC, *M. Calogero G.* », *Revue de droit fiscal*, 2020, n° 133

► Lien vers la décision :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriConst.do?oldAction=rechJuriConst&idTexte=CONSTEXT000039423621&fastReqId=934316893&fastPos=1>

● VICTOR Romain, « Possibilité de comptabiliser des actions d'une même société à la fois comme titres de participation et titres de placement » (concl. sur CE, 8 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 140

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039365268&fastReqId=1144288605&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Crédit d'impôt spectacle vivant : exclusion des subventions publiques non fléchées » (concl. sur CE, 8 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 141

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039357606&fastReqId=907919412&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Constitutionnalité de l'exclusion des titres pris en pension du bénéficiaire du régime mère-fille » (concl. sur CE, 8 novembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 143

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039357609&fastReqId=1357234504&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Abus de droit invalidé en appel : quand le ministre n'énonce pas de moyens de cassation... » (concl. sur CE, 20 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 146

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039120976&fastReqId=200853384&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Crédit d'impôt pour investissement en Corse : annulation de la mesure de tempérament prévue en faveur des meublés de tourisme ayant fait l'objet d'un contrat préliminaire de réservation dans le cadre de ventes en l'état futur d'achèvement » (concl. sur CE, 27 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 151

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039184572&fastReqId=321831332&fastPos=1>

- VICTOR Romain, « Réduction du taux d'imposition des plus-values des particuliers en outremer : malfaçon législative » (concl. sur CE, 20 septembre 2019), *Revue de droit fiscal*, 2020, comm. 161

► Lien vers l'arrêt :

<https://www.legifrance.gouv.fr/affichJuriAdmin.do?oldAction=rechJuriAdmin&idTexte=CETATEXT000039120986&fastReqId=1060164141&fastPos=1>

- WOLF Marc, « Un exemple de fantasme sur la fraude TVA : l'asymétrie des comptes miroirs intra-UE » (mis en ligne le 29 février 2020) :

<https://blogs.alternatives-economiques.fr/wolf/2020/02/29/un-exemple-de-fantasme-sur-la-fraude-tva-l-asymetrie-des-comptes-miroirs-intra-ue>

*L'auteur conteste l'hypothèse (reprise dans une récente étude de l'institut IFO de Munich) selon laquelle l'excédent des échanges intra-UE souvent constaté du côté de l'expédition par rapport à celui de l'introduction serait le reflet des comportements de fraude à la TVA.*

- ZARKA Jean-Claude, « Présentation de la loi de finances pour 2020 », *LPA*, 2020, n° 30 (11 février 2020), p. 6

\*\*\*

► **Rapports, référés et observations définitives récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en février 2020) :

\* *Accès à l'enseignement supérieur : premier bilan de la loi orientation et réussite des étudiants* (rapport mis en ligne le 27 février 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-02/20200227-rapport-premier-bilan-loi-ORE-2.pdf>

\* *Rapport public annuel 2020* (rapport mis en ligne le 25 février 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/fr/publications/le-rapport-public-annuel-2020>

\* *La mise en œuvre en France du plan Juncker* (référé mis en ligne le 20 février 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-02/20200220-refere-S2019-2929-mise-en-oeuvre-plan-Juncker.pdf>

\* *Le bilan des plans Écophyto* (référé mis en ligne le 4 février 2020) :

<https://www.ccomptes.fr/system/files/2020-01/20200204-refere-S2019-2659-bilan-plans-ecophyto.pdf>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mises en ligne en février 2020) :

\* *Audit preview: Gender mainstreaming in the EU budget* (mis en ligne le 12 février 2020 ; seulement en anglais) :

[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AP20\\_03/AP\\_Gender\\_equality\\_EN.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/AP20_03/AP_Gender_equality_EN.pdf)

► **Rapports parlementaires** (mis en ligne au mois de février 2020) :

*Assemblée nationale*

\* *Système universel de retraite (loi organique)* ; tout le dossier législatif :

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/systeme\\_universel\\_retraite](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/systeme_universel_retraite)

\* *Système universel de retraite (loi)* ; tout le dossier législatif :

[http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/systeme\\_universel\\_de\\_retraite](http://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/dossiers/alt/systeme_universel_de_retraite)

*Sénat*

\* *Rapport n° 358 (2019-2020) sur le projet de loi d'accélération et de simplification de l'action publique* :

<http://www.senat.fr/rap/119-358/119-3581.pdf>

► **Parlement européen** (*pour mémoire*)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** aux mois de février 2020 :

\* Article introuvable de Bernard PLAGNET « L'évolution générale de la fiscalité des professions libérales », *RFFP*, n° 37, 1992 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-bernard-plagnet-levolution-generale-de-la-fiscalite-des-professions-liberales-in-rffp-ndegree37-1992>

\* Article introuvable de Marie Christine ESCLASSAN « Le régime fiscal des départements d'outre-mer », *RFFP*, n° 33, 1991 :

<http://www.fondafip.org/mediatheque/article-introuvable-de-marie-christine-esclassan-le-regime-fiscal-des-departements-doutre-mer-in-rffp-ndegree33-1991>

► **Divers :**

**OCDE :**

\* BEPS, Action 14 : *Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends – Rapport par les pairs de PA, Monaco* (24 février 2020, 63 p.) :

[https://read.oecd-ilibrary.org/taxation/accroitre-l-efficacite-des-mecanismes-de-reglement-des-differends-rapport-par-les-pairs-de-pa-monaco-phase-1\\_c96c3919-fr#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/taxation/accroitre-l-efficacite-des-mecanismes-de-reglement-des-differends-rapport-par-les-pairs-de-pa-monaco-phase-1_c96c3919-fr#page1)

\* *Comptes nationaux des pays de l'OCDE, Comptes des administrations publiques* (13 février 2020, 280 p.) :

[https://read.oecd-ilibrary.org/economics/comptes-nationaux-des-pays-de-l-ocde-comptes-des-administrations-publiques-2019\\_g2g9fb14-fr#page2](https://read.oecd-ilibrary.org/economics/comptes-nationaux-des-pays-de-l-ocde-comptes-des-administrations-publiques-2019_g2g9fb14-fr#page2)

\* *Taxation in Agriculture* (10 février 2020, 262 p.)

*This review of taxation in agriculture in 35 OECD countries and emerging economies outlines the diversity of tax provisions affecting agriculture, provides an overview of cross-country differences in tax policy, and confirms the widespread use of tax concessions specifically for agriculture, although their importance and modalities differ across tax areas and countries. Potential effects on innovation, productivity, and sustainability in the agricultural sector are also discussed*

Accès direct au chapitre sur la France :

<https://www.oecd-ilibrary.org/sites/073bdf99-en/1/2/2/13/index.html?itemId=/content/publication/073bdf99-en&csp=eff68945dd337defc6e9948e27bdfd6&itemIGO=oecd&itemContentType=book>

**FMI :**

\* Kristalina Georgieva, *Consolider les bases de l'économie mondiale* (20 février 2020) :

<https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/02/20/blog-finding-solid-footing-for-the-global-economy>

**France Stratégie :**

*Avis Organiser la médecine spécialisée et le second recours : une pièce essentielle de la transformation de notre système de santé* (13 février 2020) :

<https://www.strategie.gouv.fr/publications/organiser-medecine-specialisee-second-recours-une-piece-essentielle-de-transformation>



**Banque de France et BCE :**

\* *Bulletin économique de la BCE*, 2020, n° 1 :

[https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be1\\_fr\\_final\\_0.pdf](https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/be1_fr_final_0.pdf)

\* *Bulletin de la Banque de France*, n° 227 : article 7 « Les Français s'intéressent-ils à l'économie ? » :

[https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/819415\\_bdf227-7\\_francais-eco\\_vf.pdf](https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/819415_bdf227-7_francais-eco_vf.pdf)

**AFT :**

\* *Bulletin mensuel*, n° 357, février 2020 :

<https://aft.gouv.fr/files/medias->

[aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/BM\\_2020/357\\_Bulletin%20mensuel%20février%202020.pdf](https://aft.gouv.fr/files/medias-)

**Publication de la SFFP**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017

**Le *Billet bibliographique* est un supplément mensuel (11 n°/an) de *La Lettre de la SFFP***

**ISSN : 2608-5690**